

STATUTS DU «*CERCLE D'ESCRIME DU PAYS VENÇOIS*»

Article 1er – Fondation et historique

Il a été fondé entre les adhérents aux statuts du 30 Janvier 2004, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 Août 1901, ayant pour titre SPCOC ESCRIME
Par les présents statuts du 23 juin 2006, il est décidé du changement de dénomination.
L'association prend à ce jour, le nom de « **CERCLE D'ESCRIME DU PAYS VENÇOIS** »

Article 2 -But

Cette association a pour but de permettre à ses membres, la pratique de l'escrime, la formation de leur encadrement, de leurs arbitres et généralement de favoriser par tous les moyens, la pratique de l'escrime et l'épanouissement des escrimeurs, dans le respect des règlements de la Fédération Française d'Escrime et de la Fédération internationale d'Escrime.

Article 3 – Siège Social

Le siège social de l'association est fixé à **La Colle sur Loup, Salle du Jeu de Paume, 06480**
L'adresse postale pour le courrier de l'association est quant à elle fixée chez le Président.
Le siège social pourra être transféré par simple décision du Comité Directeur. La ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Article 4 - Composition

L'association se compose de:

1. membres d'honneur
2. membres bienfaiteurs
3. membres actifs ou adhérents

Article 5 - Admission

Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par le Bureau qui statue lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées.

Article 6 - Membres

1. Sont membres d'honneur, ceux qui ont rendu des services signalés à l'association. Ils sont alors dispensés de cotisation.
2. Sont membres bienfaiteurs, les personnes qui versent une cotisation minimale fixée chaque année par l'assemblée générale.
3. Sont membres actifs, ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement une cotisation fixée chaque année par l'assemblée générale, pour pratiquer l'escrime. Les enfants mineurs, adhérents à l'association, seront représentés par leurs représentants légaux.

Article 7 - Radiation

La qualité de membre se perd pour l'une des raisons suivantes:

1. une démission

2. un décès
3. une radiation prononcée par le Comité directeur pour non paiement de la cotisation ou non présentation des pièces obligatoires à l'inscription (ex certificat médical)
4. une exclusion prononcée par le Conseil de Discipline ou le Comité Directeur.

Article 8 - Ressources

Les ressources de l'association proviennent:

1. du montants des droits d'entrée et des cotisations
2. des subventions des communes, du département, de la région, du pays ou internationales
3. des aides procurées par le mécénat ou le partenariat.

Article 9 - Direction

L'association est dirigée par un Comité Directeur de 6 à 10 membres élus pour 2 années par l'assemblée générale. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'administration choisit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé de

1. Un président, proposé par le conseil au suffrage de l'assemblée généralement
2. Un ou plusieurs vice-président(s)
3. Un secrétaire et, s'il y a lieu, un secrétaire adjoint
4. Un trésorier et, si besoin, un trésorier adjoint.
5. En cas de vacance, il est procédé au remplacement des membres par la prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Sont éligibles les membres majeurs (adhérents majeurs ou représentants légaux des adhérents mineurs) à la date de l'élection, à jour de leur cotisation et disposant d'une licence délivrée par la FFE.

Article 10 - Réunion du Comité Directeur.

Le Comité Directeur se réunit une fois au moins tous les six mois, sur convocation du président, ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix; En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout membre du Comité qui, sans excuse valable, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Nul ne peut faire partie du Conseil s'il n'est pas majeur.

Article 11 - Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils y soient affiliés. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au mois de Janvier ou Février. Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations ou par voie d'affichage. Le président, assisté des membres du Comité, préside l'assemblée, expose la situation morale de l'association et le soumet à l'approbation de l'assemblée.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée. Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au remplacement, au scrutin secret, des membres du Comité sortants.

Article 12 - Assemblée générale extraordinaire

Si besoin est, ou à la demande du tiers plus un des membres inscrits, le Président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues à l'article 11

Article 13 - Décisions (toutes assemblées)

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents sauf le cas de dissolution prévu ci-après à l'article 17 .

Les décisions ne peuvent être prises valablement que si la moitié au moins des membres est représentée;

En cas d'impossibilité de vote pour défaut de représentés, l'assemblée sera à nouveau convoquée dans les 15 jours suivants . Les décisions seront alors prises à la majorité des présents et représentés;

Article 14 - Licence

Tout membre pratiquant l'escrime, même occasionnellement, devra sous peine d'exclusion posséder une licence délivrée par la FFE.

Tout dirigeant non pratiquant devra posséder, sous peine de démission d'office, une licence délivrée par la FFE.

Article 15 - Soumission aux règlements

Toute personne acquérant la qualité de membre de l'association accepte par cette seule adhésion de se soumettre aux règlement édités par les instances internationales, nationales et locales de l'escrime.

Article 16 - Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être établi par le Comité Directeur qui le fait approuver par l'assemblée générale.

Article 17 - Dissolution

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Fait à La Colle sur Loup, le 23 Juin 2006

La présidente

La secrétaire

